Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires **Service de la production agricole** **Sous-direction des entreprises agricoles** **Bureau des statuts et des structures** **3, rue Barbet de Jouy** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955** **N° NOR AGRT1508808**	**Instruction technique** **DGPAAT/SDEA/2015-380** **10/04/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 1

Objet : Recensement national pour l'année 2014 des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).

Destinataires d'exécution
DAAF DDT(M)

Résumé : Collecte au niveau national des données nécessaires pour déterminer le nombre de groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) agréés et apprécier leur fonctionnement au niveau départemental.

Textes de référence : Articles L. 323-1 et ss, articles R. 323-8 et ss du code rural et de la pêche maritime

La présente instruction a pour objet d'assurer **le recensement annuel des exploitations agricoles sous forme sociétaire, portant plus particulièrement sur les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), qui font l'objet d'un agrément.**

Ce recensement national s'appuie sur les données récoltées auprès de vos services afin d'établir un tableau de bord exhaustif de suivi des GAEC existant en France. Elles sont également exigées par le Secrétariat général de l'administration centrale du ministère. Cette collecte permet d'apprécier les mouvements de GAEC chaque année au niveau national, de connaître le nombre exact d'agréments de nouveaux GAEC par département ainsi que le volume de groupements bénéficiant d'une dérogation à des titres divers (dérogation de travail extérieur, dispense de travail, autre motif).

Les données qui vous sont demandées et détaillées ci-dessous portent sur **l'année 2014**, dans le cadre du fonctionnement des comités départementaux d'agrément (CDA) des GAEC, sur la base de la réglementation alors en vigueur.

J'attire votre attention sur le fait que ces données feront l'objet d'une révision d'ensemble lors du prochain recensement annuel en 2016, en raison des évolutions législatives et réglementaires qui réforment le dispositif d'agrément des GAEC et suppriment notamment les CDA, suite à l'adoption de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et à la parution des décrets d'application n° 215 et 216 du 25 février 2015 relatif aux conditions et modalités d'agrément des GAEC.

Vous êtes invités à transmettre vos statistiques pour l'année civile 2014 sur les différentes thématiques détaillées ci-après, **au plus tard le 30 mai 2015 en priorité par messagerie électronique** (beatrice.caillon@agriculture.gouv.fr) ou à l'adresse suivante :

Bureau des statuts et des structures
puis, à partir du 1er mai 2015 :
Bureau des relations économiques et du statut des entreprises
A l'attention de Mme Béatrice Caillon
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
3, rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP

Vous trouverez en annexe pour votre information un tableau récapitulatif, par département, du recensement des dossiers de GAEC qui ont été communiqués en 2013.

I- Tableau des données 2014 : rubriques à compléter

Vous voudrez bien compléter le recensement demandé, en vous aidant du modèle de tableau ci-dessous.

Les rubriques à compléter portent sur les :

– **nouveaux GAEC agréés** par décision du CDA, avec leurs caractéristiques (éventuel lien de parenté et nombre total des associés) ;

– dossiers de demande d'agrément en GAEC **refusés** : cette donnée est nouvelle et permet d'apprécier le volume total de refus par rapport au nombre d'agréments. Vous préciserez le motif du refus selon la liste suivante : projet de fonctionnement non conforme, activité non agricole du GAEC, inadéquation des structures regroupées. Ne sont pas concernés les ajournements de dossiers en raison de justificatifs insuffisants.

– **GAEC faisant l'objet d'un retrait d'agrément** : cette donnée est nouvelle et permet de rendre compte précisément du volume des groupements qui ne remplissent plus les conditions réglementaires et ont fait l'objet d'une décision de retrait de reconnaissance prononcée par le CDA ;

– GAEC qui, soit ont été **transformés** en autre société civile ou commerciale, soit ont été **dissous** (volontairement ou suite à liquidation judiciaire) ;

– GAEC bénéficiant d'un **maintien exceptionnel d'agrément sur la base de l'article L. 323-12, al 2** du code rural et de la pêche maritime (CRPM) (par exemple : fonctionnement unipersonnel temporaire) ;

– GAEC dont un ou plusieurs associés bénéficient d'une **dispense de travail**, conformément à l'article R. 323-32 du CRPM.

Ne sont pas concernés par ces statistiques les dossiers de GAEC pour lesquels vous ont été communiquées pour enregistrement de simples modifications de fonctionnement interne aux groupements, sans incidence sur leur agrément.

La dernière rubrique concerne le nombre cumulé de **GAEC existants et toujours en fonctionnement depuis leur création dans votre département,** au 31 décembre 2014, quelle que soit la date de constitution de ceux-ci, hors GAEC nouvellement agrées en 2014.

Recensement des GAEC – Année 2014 – Département X *(nom à compléter)*												
Nombre de GAEC examinés en 2014 (1)						**Type de GAEC agréés en 2014 (3)**			**Nombre d'associés par GAEC agréés en 2014**			**Nombre cumulé de GAEC existants au 31/12/2014 (3)**
Agréés	**Refusés (2)**	**Retraits**	**Transformés ou dissous**	**Maintien agrément art. L323-12, al 2 CRPM**	**Dispense de travail: art R. 323-32 CRPM**	**Conjoints seuls**	**Familial**	**Autre**	**2**	**3**	**+**	

(1) Concerne uniquement les nouveaux dossiers examinés pendant l'année 2014 par le comité départemental d'agrément (CDA). Ne pas tenir compte des années antérieures.
(2) Indiquer le motif principal de refus: fonctionnement non conforme, activité non agricole ou inadéquation des structures regroupées.
(3) Concerne uniquement les nouveaux GAEC agréés en 2014. Parmi ceux-ci, sont à distinguer :
1. les GAEC constitués entre deux conjoints seuls associés (époux, concubins, pacsés) ;
2. les GAEC où les membres associés ont des liens de famille (père et/ou mère avec fils et/ou fille frère/sœur/oncle/tante, cousins par exemple) ;
3. les autres GAEC créés avec des tiers.
(4) Concerne uniquement les GAEC qui fonctionnent régulièrement dans le département, depuis leur date de reconnaissance antérieure à 2014. Ne pas inclure les GAEC agréés en 2014.

II- Tableau de recensement lié à la pluriactivité du ou des associés des GAEC totaux

L'article D. 323-31-1 du code rural et de la pêche maritime fixe les conditions d'autorisation, à titre dérogatoire, d'une deuxième activité par un ou plusieurs associés, à l'extérieur du GAEC total, après avoir obtenu l'autorisation préalable de leurs co-associés par décision collective.

Vous voudrez bien compléter au mieux le deuxième tableau ci-dessous pour l'année 2014 afin de connaître au niveau national l'impact de cette mesure et le nombre de dérogations accordées par le CDA.

Recensement des associés pluriactifs, membres de GAEC totaux - Année 2014- Département *X* ***(nom à compléter)***				
Nombre d'associés ayant demandé une dérogation article D. 323-31-1	**Nombre de dérogations accordées par le CDA**		**Nombre de refus du CDA**	**Nature de l'activité extérieure**
	Activité extérieure accessoire et < ou = 536 h annuelles	**Activité externalisée en lien direct avec l'activité agricole du GAEC**		

Vous êtes invités à me signaler toute difficulté rencontrée dans l'application de la présente instruction.

La Directeur général adjoint
des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires,
Chef de service de la production agricole

Hervé DURAND

Recensement des GAEC – Année 2013

DEPARTEMENTS	Nombre de G.A.E.C.					Type de G.A.E.C.			Nombre associés			Total cumulé GAEC existants au 31/12/13
	Agréés	*Transformés*	*Disparus*	*Art. L323-12*	*Dispense art R. 323-32*	*Conjoints seuls*	*Familial*	*Autres*	*2*	*3*	*4 et +*	
67 - Bas-Rhin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	173
68 - Haut-Rhin	4	5	4	1	0	2	2	0	3	1	0	NR
01 - ALSACE	4	5	4	1	0	2	2	0	3	1	0	173
24 - Dordogne	8	14	3	0	0	1	5	2	6	2	0	299
33 - Gironde	5	2	0	0	0	4	1	0	5	0	0	469
40 - Landes	1	4	0	0	1	0	1	0	0	1	0	97
47 - Lot-et-Garonne	8	10	17	0	0	5	2	1	8	0	0	236
64 – Pyrénées-Atlantiques	44	24	7	3	16	17	23	4	39	5	0	754
02 - AQUITAINE	66	54	27	3	17	22	32	7	58	8	0	1855
03 - Allier	15	8	7	5	0	3	12	0	10	4	1	560
15 - Cantal	65	13	6	2	0	34	30	1	56	9	0	1010
43 - Haute-Loire	34	10	8	0	0	19	9	6	28	6	0	747
63 - Puy-de-Dôme	31	8	15	2	2	7	19	5	22	9	0	893
03 - AUVERGNE	145	39	36	9	2	63	70	12	116	28	1	3210
14 - Calvados	6	14	7	7	0	3	3	0	3	2	1	476
50 - Manche	22	27	12	6	1	8	12	2	36	12	0	966
61 - Orne	15	14	6	3	0	6	7	2	12	3	0	605
04 - BASSE-NORMANDIE	43	55	25	16	1	17	22	4	51	17	1	2047
21 - Côte d'Or	4	22	26	2	3	1	3	0	4	0	0	468
58 - Nièvre	12	11	2	0	7	4	8	0	11	1	0	238
71 - Saône-et-Loire	28	24	2	3	0	10	16	2	23	5	0	733
89 - Yonne	0	14	3	1	0	0	0	0	0	0	0	222
05 - BOURGOGNE	44	71	33	6	10	15	27	2	38	6	0	1661
22 - Côtes d'Armor	31	51	14	3	1	6	16	9	22	6	3	1075
29 - Finistère	20	43	14	8	2	7	11	2	17	3	0	NR
35 - Ille-et-Vilaine	43	36	52	17	0	7	28	8	21	19	3	1220
56 - Morbihan	12	39	19	7	0	3	2	7	11	1	0	794
06 - BRETAGNE	106	169	99	35	3	23	57	26	71	29	6	3089
18 - Cher	2	10	0	0	0	0	2	0	2	0	0	188
28 - Eure-et-Loir	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	115
36 - Indre	2	4	7	1	1	0	2	0	2	0	0	243
37 - Indre-et-Loire	0	6	4	0	0	0	0	0	0	0	0	195
41 - Loir-et-Cher	2	9	6	0	0	0	2	0	0	2	0	136
45 - Loiret	0	11	5	1	0	0	0	0	0	0	0	242
07 - CENTRE	6	42	23	2	1	0	6	0	4	2	0	1119
08 - Ardennes	1	14	18	3	0	1	0	0	1	0	0	235
10 - Aube	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	156
51 - Marne	0	19	5	2	0	0	0	0	0	0	0	187
52 - Haute-Marne	5	14	16	1	3	3	2	0	5	0	0	369
08 - CHAMP. ARDENNES	6	52	44	6	3	4	2	0	6	0	0	947
2A - Corse du Sud	2	0	2	0	0	2	0	0	2	0	0	16
2B - Haute Corse	14	0	0	0	0	9	4	1	10	4	0	59
09 - CORSE	16	0	2	0	0	11	4	1	12	4	0	75

DEPARTEMENTS	Nombre de G.A.E.C.					Type de G.A.E.C.			Nombre associés			Total cumulé GAEC existants au 31/12/13
	Agréés	*Transformés*	*Disparus*	*Art. L323-12*	*Dispense art R. 323-32*	*Conjoints seuls*	*Familial*	*Autres*	*2*	*3*	*4 et +*	
25 - Doubs	42	8	4	5	1	14	23	5	34	5	3	774
39 - Jura	10	12	14	5	0	2	6	2	8	2	0	432
70 - Haute-Saône	5	8	1	4	3	1	2	2	3	2	0	400
90 - Territoire de Belfort	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	NR
10 - FRANCHE-COMTE	57	30	19	14	4	17	31	9	45	9	3	1606
27 - Eure	1	9	2	0	0	1	0	0	1	0	0	180
76 - Seine-Maritime	1	24	9	0	0	1	0	0	1	0	0	557
11 - HAUTE-NORMANDIE	2	33	11	0	0	2	0	0	2	0	0	737
77 - Seine-et-Marne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	NR
78 - Yvelines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
91 - Essonne	6	0	0	0	0	1	5	0	6	0	0	21
92 - Hauts-de-Seine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	NR
93 - Seine-st-Denis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	NR
94 - Val-de-Marne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	NR
95 - Val d'Oise	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	NR
12 - ILE DE FRANCE	6	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	52
11 - Aude	29	9	15	2	0	21	7	0	29	0	0	247
30 - Gard	25	3	6	0	0	17	8	0	24	1	0	196
34 - Hérault	50	13	23	0	1	39	9	2	48	2	0	282
48 - Lozère	37	3	2	5	0	18	19	0	36	1	0	611
66- Pyrénées-Orientales	16	3	4	2	0	10	3	3	16	0	0	97
13 – LANG. ROUSSILLON	157	31	50	9	1	105	46	5	153	4	0	1433
19 - Corrèze	25	13	6	5	3	7	15	3	23	2	0	480
23 - Creuse	41	17	10	6	0	20	17	4	35	6	0	725
87 - Haute-Vienne	9	10	3	3	0	2	4	3	6	2	1	354
14 - LIMOUSIN	248	40	19	14	3	29	36	10	64	10	1	1559
54 - Meurthe & Moselle	2	9	3	0	0	1	1	0	1	1	0	326
55 - Meuse	7	21	7	1	0	2	5	0	5	1	1	364
57 - Moselle	0	19	1	1	0	0	0	0	0	0	0	400
88 - Vosges	15	16	4	1	2	1	10	4	12	3	0	517
15 - LORRAINE	24	65	15	3	2	4	16	4	18	5	1	1607
09 - Ariège	17	2	4	0	0	8	6	3	14	3	0	192
12 - Aveyron	91	20	35	42	0	26	40	25	82	9	0	1432
31 - Haute-Garonne	5	21	4	2	0	2	3	0	4	1	0	NR
32 - Gers	6	14	4	1	6	3	3	0	5	1	0	295
46 - Lot	14	8	7	9	NR	3	8	3	11	3	0	NR
65 - Hautes-Pyrénées	9	7	3	1	0	4	3	2	9	0	0	146
81 - Tarn	24	11	7	2	6	11	11	2	20	4	0	577
82 - Tarn-et-Garonne	18	15	0	0	0	13	5	0	16	2	0	259
16 - MIDI-PYRENEES	184	98	64	57	12	70	79	35	161	23	0	2901

DEPARTEMENTS	Nombre de G.A.E.C.					Type de G.A.E.C.			Nombre associés			Total cumulé GAEC existants au 31/12/13
	Agréés	*Transformés*	*Disparus*	*Art. L323-12*	*Dispense art R. 323-32*	*Conjoints seuls*	*Familial*	*Autres*	*2*	*3*	*4 et +*	
59 - Nord	6	18	31	4	0	3	3	0	5	1	0	555
62 - Pas-de-Calais	4	19	6	0		2	2	0	3	0	1	682
17 - NORD-PAS DE CALAIS	10	37	37	4	0	5	5	0	8	1	1	1237
44 - Loire-Atlantique	23	19	28	5	0	7	10	6	14	8	2	1161
49 - Maine-et-Loire	18	34	15	6	0	1	10	7	9	5	4	991
53 - Mayenne	23	21	14	0	0	10	11	2	12	10	1	1070
72 - Sarthe	8	10	18	0	0	4	3	1	6	1	1	346
85 - Vendée	13	26	4	3	0	1	10	2	9	3	1	1209
18 - PAYS DE LOIRE	85	110	79	14	0	23	44	18	50	27	9	4777
02 - Aisne	5	7	0	7	2	1	4	0	4	1	0	245
60 - Oise	2	6	1	0	0	2	0	0	2	0	0	174
80 - Somme	4	12	9	7	0	1	1	2	3	1	0	339
19 - PICARDIE	11	25	10	14	2	4	5	2	9	2	0	758
16 - Charente	4	14	3	0	0	2	2	0	2	2	0	243
17 - Charente-Maritime	0	16	4	0	0	0	0	0	0	0	0	285
79 - Deux-Sèvres	13	23	13	7	0	2	7	4	7	3	3	741
86 - Vienne	2	18	26	0	0	0	2	0	1	1	0	314
20 - POITOU-CHARENTES	19	71	46	7	0	4	11	4	10	6	3	1583
04 - Alpes-de-hte-Provence	16	9	2	3	0	7	9	0	15	1	0	216
05 - Hautes-Alpes	20	6	4	3	0	8	11	1	19	1	0	243
06 - Alpes-Maritimes	3	0	0	0	0	2	1	0	3	0	0	52
13 - Bouches-du-Rhône	9	2	2	0	1	5	4	0	7	2	0	72
83 - Var	5	3	5	0	0	3	2	0	5	0	0	NR
84 - Vaucluse	15	0	4	1	0	13	2	0	14	1	0	184
21 - PROV. - COTE D'AZUR	68	20	17	7	1	38	29	1	63	5	0	767
01 - Ain	15	9	3	7	3	6	6	3	13	2	0	447
07 - Ardèche	21	2	4	1	3	11	8	2	21	0	0	301
26 - Drôme	16	2	1	0	0	8	6	2	16	0	0	238
38 - Isère	18	9	1	4	0	9	7	2	15	3	0	405
42 - Loire	32	10	7	0	0	11	17	4	28	4	0	646
69 - Rhône	21	7	11	7	2	11	5	5	38	3	5	473
73 - Savoie	11	3	4	9	0	7	3	1	10	1	0	266
74 - Haute-Savoie	12	9	11	12	0	5	3	4	10	2	0	418
22 - RHONE ALPES	146	51	42	40	8	68	55	23	151	15	5	3194
TOTAL GENERAL	**1,447**	**1,046**	**658**	**255**	**67**	**522**	**582**	**163**	**1,087**	**202**	**31**	**34,828**

NR: non renseigné